Gabon : la révision constitutionnelle adoptée par l'Assemblée nationale

@rib News, 15/12/2017 – Source AFP Les députés gabonais ont adopté jeudi l'Assemblée nationale un projet controversé sur la révision constitutionnelle, décrié par l'opposition qui dénonce une "monarchisation" du pouvoir, a-t-on appris de sources concordantes. Le texte a été adopté à une très large majorité en séance plénière, ont indiqué les députés présents lors du vote. [Photo : Ali Bongo Ondimba, président du Gabon.]

L'Assemblée nationale gabonaise est composée en quasi totalité de membres du parti au pouvoir (Parti démocratique gabonais, PDG). Cette adoption a été confirmée à l'AFP par une source officielle ayant requis l'anonymat. Les médias publics n'en faisaient aucune mention vendredi matin. Le texte doit désormais passer devant le Sénat. Il sera ensuite examiné par la Cour constitutionnelle. Le projet de révision de la Constitution fait débat depuis octobre au Gabon, qui a connu une élection présidentielle mouvementée en août 2016 et se prépare à des législatives en 2018. L'opposition dénonce une "monarchisation" de la République, en mettant en avant le fait que le nouveau texte ne limiterait pas les mandats présidentiels, supprimerait l'âge maximum pour les candidats à la présidentielle ou que les membres du gouvernement devront faire un "serment d'allégeance" au chef de l'Etat. "Il ne s'agit en aucun cas d'une presidentialisation ou d'une monarchisation", avait assuré estimé pour sa part début novembre le porte-parole de la présidence, Ike Ngouoni Aila Oyouomi, estimant que le texte comporte aussi des "avancées" en matière de démocratie comme la volonté de mise en place d'un scrutin à deux tours pour les élections présidentielles. Le Gabon est dirigé depuis 2009 par Ali Bongo Ondimba, fils d'Omar Bongo, président de 1967 à sa mort en 2009. Adopté fin septembre en Conseil des ministres, le projet met en application les actes du "dialogue politique" (mars-mai 2017) souhaité par l'exécutif pour tourner la page d'une présidentielle 2016 contestée par l'opposition et marquée par des violences post-électorales encore très présentes à l'esprit des Gabonais.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});